



Envoyé en préfecture le 03/02/2026

Reçu en préfecture le 03/02/2026

Publié le 04/02/2026

ID : 040-264004292-20260202-260202H1965H1-DE



CIAS PAYS TARUSATE

Délibérations du Conseil d'Administration du 02 février 2026

L'an deux mille vingt-six le deux février à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du CIAS PAYS TARUSATE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du conseil - 1er étage, sous la présidence de .

Date de la convocation : lundi 02 février 2026

Présents :

Jean Didier BATBY, Sandrine BLAISUS, Danièle DINCLAUX, Hirondina DOS SANTOS, Cécile GARRIDO, Colette LAPEYRE, Geneviève MALET, Marie-Hélène PALLARES, Jean-Marie SAUBANERE, Evelyne COURROS, Sylvie DUFAU, Jacques DURAND, Jacques LARRIEU, Patricia LOUBERE, Patrick POSTIS, Michèle PROSPER, Nicolas SAUGNAC

Absents :

Christian BENESSE, Jean-Marie DOUTHE, Jean René HAUQUIN, Jean-Marc HAUQUIN, Bernard POCH, Véronique TOUYA, Thierry BIBES, Laurent CIVEL, Francine COUDROY, Sabine DEHEZ, Jean-Pierre POUSSARD

Pouvoirs :

Armandine BEAUGIER a donné pouvoir à Jean-Marie SAUBANERE, Marcel BOUTET a donné pouvoir à Danièle DINCLAUX, Muriel BERGES a donné pouvoir à Patricia LOUBERE, Sylvie DUBOURG-DAUGREILH a donné pouvoir à Colette LAPEYRE, Laurent NOLIBOIS a donné pouvoir à Nicolas SAUGNAC

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Nombre de membres afférents | 33 |
| Nombre de membres en exercice | 33 |
| Présents | 17 |
| Pouvoirs | 5 |
| Votants | 22 |

N° 20260202-015

EHPAD MAA - CONVENTION LABORATOIRE DES PYRENEES ET DES LANDES (LPL)

VU Le règlement de la Commission européenne n°178/2002 du 28 Janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

VU Le règlement de la Commission européenne n°852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

VU Le règlement de la Commission européenne n°853/2004 du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale.

Considérant que le Plan de Maitrise Sanitaire (PMS) est un document obligatoire pour tous les établissements détenant, préparant et distribuant des denrées alimentaires.

Considérant que le personnel de l'EHPAD est amené à manipuler et à transformer des denrées alimentaires à destination des résidents et des bénéficiaires du portage de repas.

Madame la Vice-Présidente expose,



Les personnes manipulant des denrées alimentaires doivent être encadrées et doivent disposer d'instructions et/ou d'une formation en matière d'hygiène alimentaire adaptées à leur activité professionnelle. Cette obligation est instaurée par la réglementation européenne encadrant l'hygiène alimentaire appelée « Paquet hygiène ».

L'HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) est une méthode créée pour détecter l'ensemble des dangers susceptibles d'apparaître pendant le stockage, la préparation ou encore la présentation des aliments.

Le Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) est un document obligatoire qui détaille les mesures mises en place pour garantir l'hygiène et la sécurité sanitaire des aliments tout au long de leur parcours au sein de l'établissement, de la réception des matières premières jusqu'au service des repas. L'objectif principal du PMS est de prévenir, éliminer ou réduire les dangers à un niveau acceptable, garantissant ainsi la sécurité des consommateurs.

L'EHPAD Résidence de Mâa a reçu une proposition du Laboratoire des Pyrénées et des Landes pour :

- La réalisation d'un audit de mise en œuvre du Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) : **356.62€**
- Une prestation de contrôle d'hygiène alimentaire : **1118.13€**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, ADOPTE A L'UNANIMITE,

ARTICLE 1

A VALIDER les propositions du Laboratoire des Pyrénées et des Landes

ARTICLE 2

A AUTORISER le Président à signer tout document à cet effet,

ARTICLE 3

La présente délibération peut faire l'objet, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 4

Monsieur le Président est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Signé le 03 FEV. 2026

Patricia LOUBERE
La Vice Présidente du CIAS



« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »